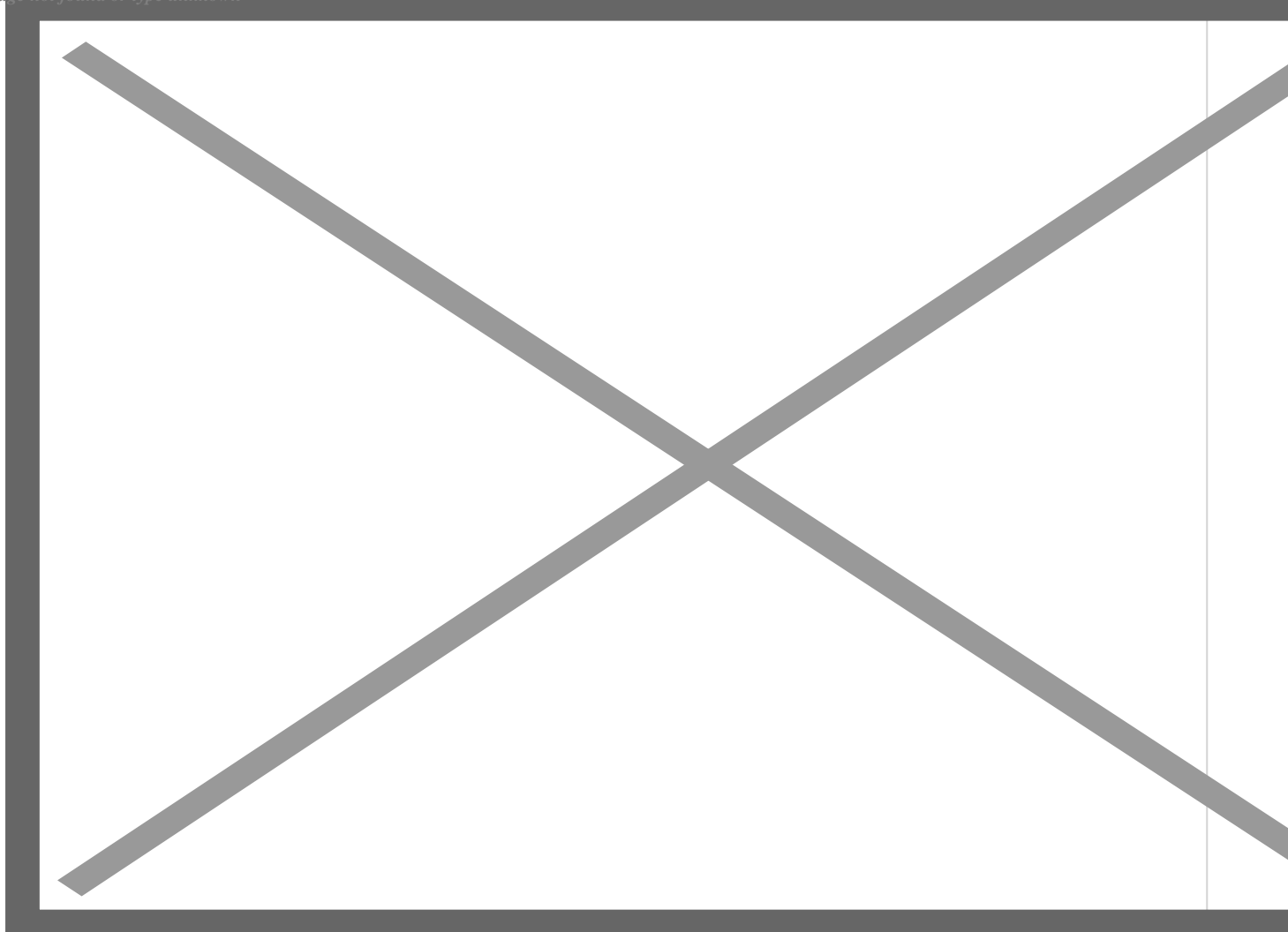


*Depuis les municipalités au pays,
chacun doit se sentir membre de
l'équipe dirigeante de la
Révolution*

Image not found or type unknown



La Havane, 29 juillet (RHC) « Nous devons travailler en équipe, tout le monde doit se sentir membre de l'équipe dirigeante de la Révolution, depuis les municipalités jusqu'au pays », a souligné le Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, lors de la réunion du Conseil des Ministres, où ont été abordées des questions liées au secteur des affaires, au placement des diplômés, à la biodiversité, à la logistique, à la violence de genre, à la préparation de la saison des ouragans et à la communication sociale.

« Il est très important que nous nous préparions tous bien, que nous fassions une analyse approfondie de chaque problème pour éviter l'improvisation, qu'il y ait un espace pour critiquer, discuter, construire un consensus, analyser les problèmes en profondeur et trouver des solutions », a souligné Manuel Marrero Cruz, membre du Bureau politique et Premier ministre, lors de la réunion qui se tient à la fin de chaque mois au Palais de la Révolution.

Le moment est difficile, a dit le Président, mais difficile ne veut pas dire insurmontable, nous devons avoir la capacité et la conviction que nous pouvons surmonter ce moment ; il y a toute une inspiration dans l'œuvre révolutionnaire et dans l'appel du Général de l'Armée à ¡Sí Se Puede !

Le chef de l'État a souligné que ce qui a été proposé comme offensive dans les jours précédant les sessions de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, associé à un ensemble d'actions visant à faire progresser l'organisation des relations entre les secteurs étatique et non étatique, le contrôle des prix, l'élimination de l'évasion fiscale et l'augmentation des recettes du budget de l'État pour réduire le déficit, ne sera pas interrompu.

Cela doit être notre travail quotidien, avec des indicateurs qui nous permettent de mesurer nos progrès au jour le jour, a déclaré M. Díaz-Canel devant plus de 500 participants à cette session, pour la plupart des autorités politiques et gouvernementales des territoires, reliées par vidéoconférence à la Présidence de la République.

Écouter et télécharger la version radiophonique de la journaliste Angélica Paredes López.

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT POUR LE SECOND SEMESTRE

Une trentaine de plans visant à corriger les distorsions et à revitaliser l'économie cubaine sont organisés dans un calendrier de mise en œuvre à partir de septembre, a informé le Premier ministre lors de la réunion de la plus haute instance gouvernementale à Cuba.

« Il s'agit d'un niveau d'action très important, dont le processus de mise en œuvre s'appuiera sur l'accompagnement politique et communicationnel qui a été mis en place », a-t-il déclaré.

Il y aura également 57 autres projections qui seront approuvées et mises en œuvre principalement au cours du second semestre de l'année. Il s'agit de questions profondes, a précisé M. Marrero Cruz, liées avant tout aux politiques macroéconomiques, qui requièrent un processus de suivi et de contrôle afin que nous puissions atteindre les objectifs prévus.

Le système de travail doit changer, a insisté le chef du gouvernement, il ne peut pas être le même qu'au premier semestre.

Avec toutes les orientations reçues de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire et avec les projections du gouvernement qui vont commencer à être mises en œuvre bientôt, une révision de la façon dont nous avons fait les choses jusqu'à présent est nécessaire, a-t-il dit.

M. Marrero Cruz a énuméré les priorités de travail pour le second semestre, indiquées par le président de la République, qui concernent « la lutte contre la bureaucratie et la lenteur à répondre à de nombreuses questions », une grande offensive sur la production nationale, ainsi que la mise en œuvre de mesures liées au déficit budgétaire. Il a ajouté que « dès aujourd'hui, le plus grand impact que nous avons eu dans la mise en œuvre des projections du gouvernement est précisément la réduction du déficit budgétaire ».

Le premier ministre cubain a évoqué la lutte contre l'évasion fiscale, « une autre question qui donne déjà des résultats », et l'organisation du système d'entreprise, « une question qui nous occupera beaucoup au cours du second semestre, car nous devons transformer notre système d'entreprise sur le plan structurel, organisationnel et fonctionnel ».

Il a également souligné la nécessité de « gagner la bataille des prix, nous ne pouvons pas nous reposer, ce n'est pas une campagne, c'est une tâche quotidienne, et nous devons faire appel à toutes les forces possibles ».

Il a indiqué qu'une plus grande impulsion serait donnée à la bancarisation, en mettant l'accent sur tous les marchés agricoles et les établissements de vente de produits alimentaires, qu'ils soient publics ou non.

M. Marrero Cruz a également fait référence à la révision des baux de l'État : « nous devons voir ce que nous avons dans ces baux, quels services nous fournissons, à quels prix, nous ne pouvons pas permettre que les gens soient maltraités dans une installation gouvernementale et qu'ils aient des prix abusifs ».

Au second semestre, a-t-il annoncé, nous mettrons l'accent sur le travail avec les enfants, les adolescents, les jeunes et les communautés, un scénario principal qui doit continuer à être renforcé.

AMÉLIORATION DES MÉCANISMES DE RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL DANS LE SYSTÈME DES ENTREPRISES D'ÉTAT

La ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Marta Elena Feitó Cabrera, a qualifié de mesure révolutionnaire la « Proposition d'amélioration des mécanismes de rémunération du travail dans le système des entreprises d'État cubaines », présentée au Conseil des ministres et qui répond également à la réalisation des projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et à donner un nouvel élan à l'économie.

Il est proposé, a-t-il dit, d'établir « le pouvoir de toutes les entités du système d'entreprises publiques de déterminer l'organisation de leur système salarial, selon les principes d'égalité, de différenciation, de proportionnalité, en respectant le salaire minimum dans le pays ».

Elle est adaptée en ce qui concerne l'élimination de la sélectivité et de l'autorisation préalable pour mettre en œuvre l'organisation salariale, et s'appliquera donc à toutes les entités du secteur des entreprises d'État.

Feitó Cabrera a souligné qu'il existe un traitement différencié pour les entreprises qui fournissent des services publics universels ou des activités exclusives à l'État, pour celles qui garantissent l'accès aux biens et aux services, pour les entreprises de haute technologie et pour les entreprises qui fournissent des applications et des services informatiques.

Il est également prévu de généraliser l'application des systèmes de rémunération aux résultats à tous les travailleurs, une demande récurrente des employeurs, où le montant prévu ne sera pas inférieur à 30 %.

Les travailleurs seront protégés dans la limite du salaire de base de l'année précédente en cas de détérioration, de non-respect ou de pertes économiques.

La proposition, a commenté Feitó Cabrera, « contribue à augmenter les contributions au budget de l'État ; fait progresser la transformation de la structure des revenus des travailleurs ; génère une plus grande

stabilité des ressources humaines et l'amélioration de leur gestion ; élimine les obstacles qui limitent l'autonomie et la responsabilité des cadres ; et favorise une plus grande participation du mouvement syndical et des travailleurs à la conception et à l'approbation de l'organisation salariale ».

Mme Marrero Cruz a mis en garde contre la nécessité de ne pas perdre des principes essentiels tels que le rapport salaire-productivité, ainsi que la destination approuvée des bénéfices des entreprises.

PLAN DE RÉPARTITION DES DIPLÔMÉS EN 2025

Le nombre estimé de diplômés à Cuba pour la prochaine année académique est de 47 171 étudiants, dont 40 % dans l'enseignement supérieur, 7 % de techniciens supérieurs et 53 % de techniciens moyens, selon la ministre du Travail et de la Sécurité sociale, qui en a informé le Conseil des ministres.

Elle a expliqué que la priorité est donnée à l'affectation des diplômés à la production biopharmaceutique et alimentaire, aux programmes ferroviaires et électroénergétiques, au tourisme, à la science, à la technologie et à l'innovation, à l'enseignement supérieur, à la construction, à la défense et à l'ordre intérieur, entre autres.

Feitó Cabrera a averti que le nombre estimé de diplômés pour 2024-2025 est « inférieur de 6 173 étudiants à celui de l'année académique en cours, ce qui est dû au vieillissement de la population du pays ».

Parmi les diplômés possibles de l'enseignement supérieur, 69 % appartiennent aux secteurs de la santé, de l'éducation, du sport et de la culture ; par secteur, 30 438 jeunes se trouvent dans le secteur budgétisé et 10 500 dans le secteur des entreprises.

Quelque 4 195 jeunes sont actuellement en attente d'un placement anticipé pour des stages préprofessionnels et la fin de leurs études ; la plupart d'entre eux sont des techniciens de niveau moyen des provinces de Granma, Camagüey et Las Tunas. Selon le ministre, des analyses sont en cours avec les agences afin de garantir un placement à 100 % d'ici le mois d'octobre.

Sur cette question importante, le vice-premier ministre Jorge Luis Perdomo Di-Lella a estimé qu'il fallait parvenir à un alignement adéquat entre les stratégies de développement municipal, l'étude des besoins en main-d'œuvre qualifiée et la formation des spécialistes.

Il a également déclaré qu'il était nécessaire de garantir l'accomplissement du service social de ces jeunes, c'est une loi dans notre pays, c'est une obligation, et cela concerne leur formation, mais aussi leur contribution à la société une fois qu'ils ont terminé leurs études. En même temps, il a mis en garde contre le fait que cette main-d'œuvre n'est souvent pas utilisée correctement et qu'elle est donc démotivée pendant la période de formation professionnelle.

LA VIOLENCE DE GENRE SOUS LES FEUX DE LA RAMPE

Lors de cette session, le Conseil des ministres a approuvé le « Système national d'enregistrement, d'attention, de suivi et de contrôle de la violence de genre au sein de la famille », une proposition importante présentée par la procureure générale de la République, Yamila Peña Ojeda, qui fait suite au programme de promotion de la femme.

Selon elle, « un groupe de 25 experts a été constitué, en collaboration avec le ministère de l'intérieur et le Tribunal suprême populaire, pour développer un registre administratif informatisé et interopérable, qui utiliserait les plateformes propres à ces institutions pour la gestion des procédures pénales ».

Ce registre administratif, a souligné le procureur général de la République, est destiné à fournir des informations statistiques pour la prévention dans la lutte contre la violence sexiste.

Peña Ojeda a présenté les éléments obtenus à partir du registre administratif au cours de l'année 2023, parmi lesquels le fait que 75 % des incidents ont eu lieu au domicile, une tendance qui se poursuit cette année ; 72 % correspondent à des victimes âgées de 25 à 59 ans ; 45 % sont des travailleurs non rémunérés ; et on a également identifié les survivants qui ont subi des abus pendant la relation et ceux qui ont déposé des plaintes antérieures pour des menaces ou des blessures, parfois retirées dans le cadre du cycle de la violence.

On a appris que 84 % des auteurs étaient des partenaires ou d'anciens partenaires ; 46 % avaient un niveau d'éducation de 9e année ; 40 % avaient une relation de travail ; et 31 % avaient un casier judiciaire pour des actes de violence.

Peña Ojeda a détaillé les caractéristiques indicatives de la violence de genre, notamment le fait que les agresseurs agissent en position de domination, que certains sont mécontents de la rupture de leur relation, qu'un certain nombre d'entre eux profitent de la présence d'enfants pour infliger davantage de souffrances, ainsi que l'utilisation d'armes blanches ou d'armes à feu, ou encore des mains des agresseurs eux-mêmes.

En ce sens, elle a souligné l'importance vitale de produire des statistiques et des informations complètes pour mesurer les morts violentes de femmes et de filles pour des raisons de genre.

« La mise en œuvre du système national d'enregistrement et la transparence des résultats renforcent l'État de droit, contribuent à décourager les manifestations de violence, combattent l'impunité, améliorent l'éducation juridique de la population et renforcent le tissu social autour d'un problème qui concerne tout le monde », a souligné la procureure générale.

PRÉVENTION FACE À UNE SAISON DES OURAGANS TRÈS ACTIVE

Pour la saison cyclonique en cours, on estime à 80 % la probabilité que Cuba soit touchée par un ouragan, à 90 % la probabilité qu'elle soit frappée par un cyclone tropical, et on s'attend à une saison des pluies avec des précipitations cumulées supérieures à la moyenne dans toutes les régions du pays.

Au mois de juin, le mois le plus pluvieux de l'année, les précipitations cumulées au niveau national ont atteint 121 % ; à l'ouest, il a plu 154 % de la moyenne régionale, au centre 103 % et à l'est 107 %.

Ces données ont été présentées par le premier colonel Luis Macareño Véliz, second chef de l'état-major national de la protection civile, qui a présenté les indications pour faire face à une saison cyclonique très active, parmi lesquelles « augmenter la préparation des organes, des structures de gestion et de la population ; ponctuer la disponibilité des systèmes d'alerte précoce, la surveillance des zones inondables dans les zones basses et mal drainées ; et augmenter le nettoyage des lits des rivières et l'entretien des ouvrages de protection contre les inondations fluviales et côtières ».

Il a également insisté sur la révision de l'état de certification des générateurs d'urgence et l'augmentation de leur disponibilité technique ; la vérification des micro-barrages et l'adoption de mesures pour assurer leur contrôle technique.

M. Macareño Véliz a souligné l'entretien des systèmes de mise à la terre et des protections contre les chocs électriques, les mesures de protection dans les installations dotées de moteurs électriques et les actions visant à garantir la protection des ressources dans les grands entrepôts.

Il a évoqué les plans visant à assurer la collecte, le stockage et la distribution des produits agricoles, du panier alimentaire de base et des produits chimiques pour le traitement de l'eau. En outre, les services de santé primaire et le système de surveillance épidémiologique, avec une attention particulière aux maladies associées à la saison des pluies.

Sur ce point, la vice-première ministre Inés María Chapman Waugh a averti que chaque territoire doit être examiné, parce qu'il y a des endroits où il y a des désordres urbains qui conduisent à des inondations, et un élément qui nous a déjà frappés est la question des déchets solides et l'entraînement des eaux usées dans les égouts qui causent des blocages importants.

Le Premier ministre a fait remarquer à ce sujet que « bien souvent, la perception du risque est presque absente et jusqu'à ce que le phénomène se produise, nous ne courons pas pour l'éviter ». Il est important de travailler dans l'hypothèse où l'un de ces événements traversera le pays. Le volet préventif joue le rôle principal : « tout ce que nous pouvons faire, c'est nous préparer à éviter les problèmes ».

D'AUTRES POINTS À L'ORDRE DU JOUR

Le Conseil des ministres a également approuvé la politique nationale de logistique, présentée par le ministre des Transports, Eduardo Rodríguez Dávila, résultat de plusieurs années d'étude sur une question de grande importance qui touche tous les secteurs de l'économie et de la vie de la nation.

Il a également approuvé la proposition de programme national de biodiversité jusqu'en 2030, présentée par le ministre des sciences, de la technologie et de l'environnement, Eduardo Martínez Díaz.

L'état d'avancement de la mise en œuvre du processus organisationnel de l'Institut de l'information et de la communication a également été présenté, ainsi que la loi sur la communication sociale (Source : Présidence Cuba).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/361354-depuis-les-municipalites-au-pays-chacun-doit-se-sentir-membre-de-lequipe-dirigeante-de-la-revolution>



Radio Habana Cuba